

Paris, le 5 octobre 2021

**Mission d'information sur l'enseignement agricole :
Nathalie Delattre (RDSE) présente son rapport
formulant 45 propositions.**

Sur proposition de Nathalie DELATTRE, sénatrice de la Gironde, le groupe RDSE a demandé en janvier 2021 la création d'une mission d'information sur « l'enseignement agricole », afin de dresser un bilan objectif de la situation actuelle de cet outil indispensable au cœur des enjeux de nos filières agricoles et alimentaires.

S'inscrivant dans le prolongement direct de l'examen du projet de loi de finances pour 2021, au cours duquel le Sénat avait considéré que l'avenir de l'enseignement agricole était en danger, la mission d'information a mené ses travaux durant plusieurs mois, à travers de nombreuses auditions des acteurs de l'enseignement agricole, ainsi que et des déplacements sur le terrain à la rencontre des responsables d'établissements, des apprenants et des professeurs.

Ces échanges ont mis en lumière plusieurs enjeux, tels que :

- l'orientation et la connaissance/reconnaissance de l'enseignement agricole ;
- la concurrence, à la fois au sein de l'enseignement agricole mais aussi entre les structures de l'enseignement agricole et de l'Éducation nationale,
- les moyens budgétaires consacrés à l'enseignement agricole ;
- la capacité de l'enseignement agricole à répondre aux besoins des filières agricoles et alimentaires, mais aussi, au-delà, aux enjeux des territoires ruraux, dans un contexte de fort renouvellement des générations d'agriculteurs.

Aujourd'hui, alors qu'est présenté son rapport au terme de ses travaux, la mission est convaincue de la pertinence du modèle de l'enseignement agricole et de sa qualité qui se traduisent par d'excellents résultats aux examens, des taux d'insertion très élevés, et le dynamisme enthousiasmant des apprenants pour l'avenir de l'agriculture et des filières agroalimentaires. Elle demeure convaincue de l'importance de maintenir et de développer le réseau de l'enseignement agricole pour répondre aux défis de la transition agro-écologique et du renouvellement des générations d'agriculteurs.

Pour Nathalie DELATTRE, rapporteure, « cette perspective n'aboutira que si l'enseignement agricole bénéficie, au cours des prochaines années, d'un soutien au plus haut niveau de l'État. La mission appelle donc à une véritable « transition agro-politique » afin de redonner une stratégie et des objectifs clairs à l'enseignement agricole. »

C'est le sens des 45 propositions formulées au sein du rapport, articulées autour de 3 axes :

- Réaffirmer le rôle de pilotage du ministère de l'agriculture et établir un nouveau projet stratégique pour l'enseignement agricole en lien avec l'éducation nationale et les régions.
- Consolider les fondamentaux de l'enseignement agricole pour qu'il contribue à relever les défis de l'agriculture et des territoires ruraux.
- Renforcer l'attractivité de l'enseignement agricole pour les élèves, pour les familles et pour les personnels.

